

DEBAT

Kemal DERVIS, Vice-président du département Economie mondiale de la Brookings Institution et conseiller à l'université Sabanci, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie

Nous allons maintenant laisser l'assistance poser des questions.

Volker PERTHES, Président et directeur du *Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP)*

Je suis Volker Perthes, de l'Institut allemand pour l'étude des questions de sécurité internationale. Je voudrais rebondir sur une question qu'a soulevée Kemal Dervis avec nos deux intervenants du Mexique et de la Corée. Elle concernait la représentativité et la composition du G20 et je vous avoue que j'ai trouvé les deux réponses remarquablement conservatrices. Il me semble qu'à partir du moment où quelqu'un fait partie d'un club, il ou elle souhaite que le club soit fermé. Lorsque vous avez évoqué les activités de sensibilisation du G20, vous les avez justifiées en disant qu'elles étaient rendues nécessaires parce que tout le monde ne peut pas faire partie du G20, ce qui est vrai.

Cependant, je me rappelle nettement que quand nous avons conclu que le G7 et le G8 n'étaient pas suffisants, nos dirigeants en Allemagne, en Italie et dans d'autres pays ont commencé à parler du travail de sensibilisation. Ils voulaient conserver la composition du club tel qu'elle existait et ne souhaitaient pas créer un nouveau club plus représentatif. Si le G20 doit vraiment avoir ce rôle d'instance de pilotage des questions mondiales, je voudrais savoir si vous envisagez de réviser sa composition en conséquence, disons tous les cinq ans ?

Permettez-moi d'aller plus loin dans l'incorrection politique. Quel est le raisonnement qui justifie que l'Italie, l'Arabie Saoudite ou l'Argentine devraient être membres pour toujours ? Que faire si d'autres pays se développent plus rapidement et deviennent susceptibles d'avoir un impact plus important sur l'économie mondiale dans l'avenir. Les critères d'adhésion pourraient être révisés tous les cinq ans selon un système de quota régional et de quota en termes de poids économique. De plus, cela inciterait probablement plus ces pays à remplir leurs devoirs économiques sur le plan intérieur.

Ezra TRITEN, KSF Israël

Je suis Ezra Triten de KSF Israël. Je pense qu'il y a un changement à l'échelle mondiale qui n'a pas été abordé pendant cette session. C'est la redistribution des richesses. Ce qui se passe actuellement au Moyen-Orient est une sorte de prémisse à ce qui va arriver ailleurs en différents points du globe. Ce phénomène s'est déjà déclenché aux États-Unis. Désormais, les gens n'acceptent plus le fait qu'une petite couche de gens soit milliardaire et que la plupart du reste de la population vive de revenus très faibles dans beaucoup de pays.

Ces différents clubs, tels que le G7, le G8, le G20 etcetera, sont constitués de membres focalisés sur leurs propres problèmes. J'ai souvenir que l'année dernière le G20 était sur le point d'ouvrir une guerre monétaire entre différents pays. Cette action provenait d'une manipulation et d'une assurance sur le but à atteindre. J'avoue m'interroger sur la fiabilité du G20, du G7 et de tous les clubs, hormis l'OCDE.

L'année dernière, l'OCDE a publié un rapport sur ses membres de l'OCDE intitulé « Meilleures Politiques pour un Meilleur Monde », qui tentait de vérifier différents paramètres chez les Etats membres, tels que les systèmes de santé,



d'éducation, de services. Il examinait des secteurs précis, pas seulement le PIB ou la dette ou d'autres agrégats. En somme, il analysait le type de société qui s'était développé dans chaque pays.

C'est ce genre de contenu qui me semble pertinent pour l'action du G20, car je crains que le G20 perde de sa pertinence dans le futur s'il n'aborde pas ces questions. En définitive, chaque pays doit traiter ses propres problèmes et mettre en œuvre les politiques adéquates. Quelqu'un a déclaré ceci un jour : « Je ne veux pas être membre d'un club qui a consenti à m'accepter. » Je voudrais demander aux intervenants de s'exprimer sur ce problème de la redistribution des richesses.

Karsten LANGER, président, Association européenne du Capital Investissement et du Capital Risque (EVCA)

Mon nom est Karsten Langer. Je suis actuellement le président de l'Association européenne du Capital Investissement et du Capital Risque. Ma question concerne l'approche du G20 en matière de coordination de la réglementation des services financiers mondiaux. Les marchés financiers dans le monde entier ont fait l'objet depuis trois ans de plus de réglementations nouvelles que pendant les vingt-cinq années précédentes. Plus personne actuellement ne comprend les effets cumulatifs de toutes ces réglementations.

Nous savons que les réglementations exigent du temps avant d'avoir des effets concrets. Nous sommes conscients aussi du phénomène mondial de désendettement qui est en cours dans la sphère économique, induit par les accords de Bâle III, Solvabilité II et toutes ces réglementations qui sont mises en place dans une tentative de relancer la croissance économique. Ma question est la suivante : le G20 est-il en mesure d'évaluer les effets cumulatifs de toutes ces réglementations financières mondiales ? Je pose cette question par rapport à celle de la relance de la croissance économique.

Riad TABET, Président de Batiliban-France

Monsieur le Président, chaque fois que j'entends parler de la crise, je la vois traitée sous le seul angle des marchés monétaire et financier. Mais ne faut-il pas aller plus loin pour identifier le phénomène structurel qui a mené à cette crise ? Beaucoup de pays, du G7 notamment, se sont délestés, depuis les années 1980, de leurs instruments de production de biens réels au profit de pays émergents en raison du coût de la main-d'œuvre et d'un certain nombre d'autres facteurs. Dans ces pays, la production de biens réels a apporté une certaine richesse qui a permis, soit une croissance, soit la création d'instruments financiers fictifs qui ont créé la bulle actuelle. Ne faut-il pas revenir à la création de richesses réelles en stimulant la création de moyens de production de biens dans ces pays ? Est-ce que maintenant, avec le G20, ce ne sont pas ces pays émergents qui sont venus au secours des pays du G7, qui vivent une crise importante ?

Kemal DERVIS, Vice-président du département Economie mondiale de la Brookings Institution et conseiller à l'université Sabanci, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie

Nous allons redonner la parole aux membres de notre panel. Pour résumer très brièvement, quatre points ont été soulevés par l'assistance. Il y a eu d'abord une nouvelle question sur le problème de la composition et de la légitimité du G20, qui a déjà été discutée. C'est Volker Perthes qui a posé la première question. La deuxième concernait la réglementation financière et les progrès réalisés tenir compte de tous ces changements. La troisième question portait sur un sujet extrêmement important. Il est très préoccupant de savoir que l'essentiel des richesses de la planète est concentré dans les mains d'un pour cent de sa population. Aux Etats-Unis, ces statistiques sont tout à fait spectaculaires.



Le G20 doit aussi endosser un rôle plus social. Je sais que, dans une certaine mesure, le Sommet sur le travail, ainsi qu'une partie de la Déclaration de Cannes ainsi que le travail fait en Corée sur le développement vont tous dans ce sens. Néanmoins, ce processus d'ajustement s'accompagne de beaucoup de misère et de difficultés pour la population, et on se demande si le G20 fait suffisamment d'efforts pour y remédier ? Finalement, existe-t-il d'autres points à examiner en matière de rééquilibrage de la croissance et de capacité de production effective? J'interrogerai Lourdes pour commencer; puis nous écouterons les autres dans l'ordre inverse. Ne vous sentez pas obligé de répondre à chaque question. Répondez seulement à la question qui vous intéresse personnellement.

Lourdes ARANDA BEZAURY, Sherpa du Mexique pour le G20, secrétaire d'Etat mexicain aux Relations extérieures

Je souhaite répondre à la première question dont l'auteur nous a accusés d'être trop conservateurs. Étant diplomate de métier, j'essaie d'être aussi diplomate que possible. Je suis également convaincue que l'idéal serait de pouvoir revoir la composition des membres du G20. Si la composition du G7 ou du Conseil de sécurité avait été revue dans à temps, la situation serait probablement différente. Cependant, il est très difficile, quand on est membre d'un club, de mettre en place des règles qui peuvent conduire à vous en faire évincer.

Il faudra bien finir par aborder la question de l'organisation du G20. Cependant, je suis persuadée que c'est un sujet très difficile. Il est vraisemblable qu'à long terme, un nouveau groupement verra le jour, qui reflétera l'état de l'économie dans vingt ans. Quand l'ami martien de M. Frenkel reviendra à ce moment-là, il constatera probablement que certaines économies se sont beaucoup développées et d'autres beaucoup moins.

Soyons francs. Le G20 restera probablement sous sa forme actuelle. Nous inviterons cinq pays chaque année dont les idées seront prises en compte. Le Mexique a lui-même une autre position, au sein des groupes de travail, des réunions ministérielles consultatives, des réunions syndicales et d'autres rencontres internes au G20. Nous associerons à nos travaux d'autres pays dont les avis sur certains sujets sont importants. Par exemple, pour aborder le domaine de la sécurité alimentaire, il faut faire participer des pays qui ont été frappés par la sécheresse ou, au contraire, qui sont très productifs.

Nous sommes en train de réfléchir à une rencontre des ministres de l'Agriculture qui vise à englober différents groupements de pays ne faisant pas partie du groupe d'origine. Cela ne signifie pas que ces pays participeront au sommet, mais que nous serons à leur écoute à des degrés divers, et dans différents domaines. Quand nous traiterons du rendement énergétique, nous pourrions inviter d'autres pays. Cette approche est une tentative pour réduire les problèmes liés à un groupement fermé. Très franchement, je ne crois pas à la possibilité d'établir une clause de renouvellement, même si elle pourrait être suggérée par certains d'entre nous.

Sur la question de la multiplication des réglementations et de leur effet cumulatif sur la croissance, je ne pense pas qu'il y ait nécessairement contradiction entre le renforcement de la réglementation et la relance de la croissance économique. Le problème réside dans notre incapacité à traiter les différents problèmes liés aux moyens de relancer la croissance. Cependant, je pense que le point clé n'est pas la quantité de réglementations, mais leur efficacité. Vont-elles nous permettre de sortir de la seconde crise que nous vivons en ce moment même ? Voilà la question qui se pose.

II SAKONG, Envoyé du Président de la République de Corée

Je veux ajouter quelques éléments à ce que vient de dire Mme Aranda. En ce qui concerne la composition du G20, je suis d'accord avec vous sur toutes les raisons valables pour lesquelles cette composition ne peut pas être idéale. Cependant, il est évident que discuter de ce sujet ressemble à ouvrir la boîte de Pandore. Chacun veut être dedans, et en même temps chacun veut qu'elle reste petite. C'est là le dilemme : il est impossible de contenir tout le monde.



Comme nous l'avons évoqué, changer la composition du G20 se justifie de plus en plus avec le temps, et pourtant le G20 continue bien à exister avec ses 20 chefs d'Etat et de gouvernement d'origine. En réalité, les réunions du G20 incluent beaucoup d'autres acteurs. Cela étant dit, il reste encore au G20 à prouver sa capacité à être une instance de pilotage efficace. C'est pourquoi je pense que sa composition devrait continuer à être stabilisée pendant un certain temps. D'ailleurs, il y a deux ans, les Sherpas du G20 ont décidé que le nombre des pays non-membres invités à participer ponctuellement à des réunions du G20 ne devait pas dépasser cinq.

L'autre question relative au nouvel ordre du jour du G20 concernait la distribution des richesses. Nous devons aborder cette question sous l'angle de l'objectif principal du G20 qui est d'assurer une croissance économique mondiale forte, durable et équilibrée. Comment parvenir à une croissance durable quand les écarts de développement se creusent et que les inégalités de répartition des revenus s'aggravent? Ces enjeux devraient indubitablement constituer des priorités du G20. Il y a aussi le déséquilibre avec le monde émergent. Là encore, comment l'économie mondiale peut-elle avoir une croissance durable quand l'écart de développement s'élargit? Cet enjeu devrait être une préoccupation essentielle du G20.

Jacob FRENKEL, Président de JPMorgan Chase International, ancien Gouverneur de la Banque d'Israël

Je commencerai par la question des disparités dans la répartition des richesses et des revenus. C'est une situation qui a couvé pendant des années et a mis des décennies à se développer. Que nous le voulions ou non, elle ne pourra pas se résoudre en un jour. Le problème clé est celui que vous aviez à traiter quand vous étiez ministre, qui est l'égalité des chances pour tous les membres de la société, en particulier dans les domaines de l'éducation, de l'orientation professionnelle, et d'autres. Il est évident que tout le monde n'a pas le même potentiel, en revanche, chacun devrait profiter de l'égalité des chances.

Je veux faire une mise en garde. Les règles du jeu ne devraient jamais être appliquées et révélées rétroactivement, quelles qu'elles soient. L'essence même du système capitaliste est la liberté de décider ; les gens investissent, c'est-à-dire qu'ils renoncent à consommer pour assurer un meilleur avenir. Si la société souhaite que les règles du jeu changent elle a parfaitement le droit de le faire, cependant cela ne devrait pas être mis en œuvre au moyen d'une législation rétroactive, mais plutôt en planifiant la nouvelle marche à suivre pour le futur.

Cela m'amène à la question des réglementations. D'abord, comme ma collègue, je pense que le problème ne vient pas toujours de la quantité de réglementations nouvelles. De plus en plus, en observant ce qui s'est passé lors de la crise précédente, nous remarquons que l'échec était imputable à l'incapacité à faire respecter les réglementations en vigueur. L'autorité de surveillance dormait aux commandes. Pourtant, quand nous introduisons de nouvelles réglementations, dont certaines sont effectivement nécessaires, nous devons veiller à ce que les conditions de jeu soient égales et équitables. Car il s'agit de soutenir le marché mondial plutôt que de renforcer la tendance à la fragmentation de ce marché.

Quant à la question de l'effet cumulatif, laissez-moi vous dire qu'à ma connaissance et aux dires de certains décideurs politiques, les effets cumulatifs de la surréglementation sont mal connus et mal définis. Cette question comporte un volet analytique et un volet philosophique. Je vous donne un exemple : que faire quand il y a un problème technique dans un avion en plein vol ? On n'a pas le choix : il faut procéder à des réparations avant l'atterrissage. Voilà la situation dans laquelle nous nous trouvons. Il n'est pas possible de continuer à avancer sans intervenir, et cependant il faut être conscient que toutes les modifications ne peuvent pas être faites pendant le vol.

Kemal DERVIS, Vice-président du département Economie mondiale de la Brookings Institution et conseiller à l'université Sabanci, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie

Je pense que c'est une bonne conclusion. Nous sommes tous ensemble dans cet avion qui vole vers la fin de ce grand débat. Nous avons manifestement d'importants défis à relever, et je remercie ce panel et ses excellents intervenants.